

Master

Mention : DROIT PUBLIC

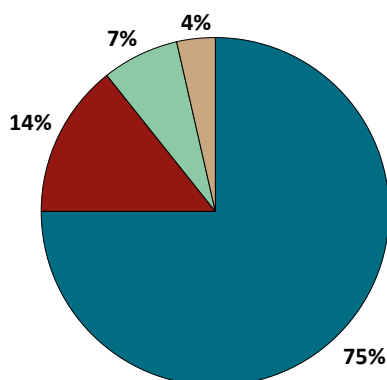
Parcours : Carrières internationales

Nombre de diplômés enquêtés : 33

Nombre de répondants : 28

 Taux de réponse : **85%**

Situation des diplômés au 1er décembre 2020



	Homme	Femme	Total
En emploi avec le diplôme*	6	15	21
En emploi avec un diplôme supérieur**	0	0	0
En recherche d'emploi	1	3	4
En études	0	2	2
Autres situations	1	0	1
Total	8	20	28

* n'ayant pas obtenu de diplôme de niveau supérieur au master, avant ou après l'obtention de celui-ci

** ayant obtenu un diplôme de niveau supérieur au master, avant ou après l'obtention de celui-ci

- **21** diplômés, ayant un niveau d'études à Bac+5, occupent un emploi (voir détails pages suivantes).
- **4** diplômés, dont **2** ayant déjà travaillé, recherchent un emploi depuis 1 à 8 mois. Ils sont intéressés par des postes de :
 - chargé de mission, contentieux et conseils juridiques, sans limite géographique ;
 - juriste en droit international au sein de l'Union Européenne ;
 - chargé de mission urbanisme, environnement, patrimoine dans le Puy-de-Dôme.
 Le 4ème diplômé n'a pas d'exigences particulières sur le type de poste recherché ou le lieu d'exercice.
- **2** diplômés suivent des études :
 - en BTS Professions immobilières à l'école Enaco à Roubaix ;
 - en doctorat de droit à l'asile et l'ordre publique à l'Université Clermont Auvergne.
- **1** diplômé est classé dans la catégorie "Autres situations". Il n'a pas apporté de précision quant à sa situation.

CHIFFRES CLÉS

Population globale		Diplômés en emploi avec le master					
Taux d'insertion professionnelle ⁽¹⁾	Taux de poursuite d'études ⁽²⁾	Statut d'emploi			Autres chiffres clés		
		% cadres ⁽³⁾	% techniciens - agents de maîtrise ⁽⁴⁾	% employés ⁽⁵⁾	Durée médiane d'accès au 1er emploi ⁽⁶⁾	Taux d'emploi stable ⁽⁷⁾	Salaire brut médian ⁽⁶⁾
84%	7%	62 %	33 %	5 %	3 mois	43 %	2499 €

(1) Nombre de diplômés en emploi / (Nombre de diplômés en emploi + Nombre de diplômés en recherche d'emploi)

(2) Nombre de diplômés en études / Nombre de répondants

(3) Ingénieurs, cadres, professions libérales, professions intellectuelles supérieures, auto-entrepreneurs, personnels de catégorie A de la fonction publique

(4) Techniciens, agents de maîtrise, maîtrise administrative et commerciale, VRP, personnels de catégorie B de la fonction publique

(5) Employés de bureau, de commerce, personnels de service, personnels de catégorie C de la fonction publique, manoeuvres, ouvriers

(6) Médiane = valeur telle que 50% des répondants sont au-dessus et 50% des répondants sont en-dessous

(7) Emplois stables : CDI, fonctionnaire, chef d'entreprise, profession libérale. Emplois instables : CDD, vacataire, intérimaire, emplois aidés

L'entrée sur le marché du travail

sans diplôme de niveau supérieur au master

Type de contrat du premier emploi

	Homme	Femme	Total
Profession libérale, indépendant, chef d'entreprise, autoentrepreneur	-	-	0
Fonctionnaire (y compris fonctionnaire stagiaire)	-	3	3
CDI	1	3	4
CDD (y compris saisonnier, contractuel(le) de la fonction publique, ATER)	4	7	11
CDI de chantier, CDI de mission	-	-	0
Vacataire	1	-	1
Intérimaire	-	-	0
Intermittent du spectacle, pigiste	-	-	0
Emplois aidés (Contrat Initiative Emploi, Contrat Unique d'Insertion...)	-	-	0
Volontariat international	-	1	1
Autre	-	-	0
Total	6	14	20

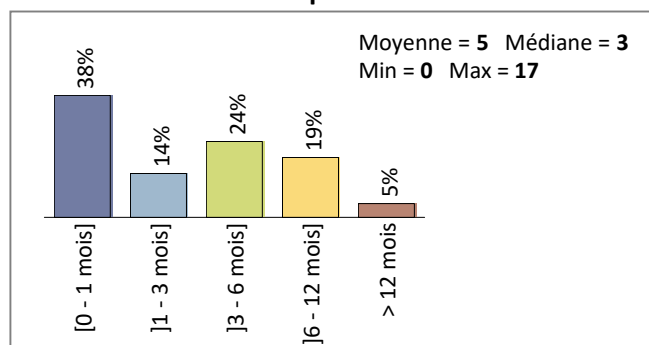
Taux de réponse : 95%

Moyen d'accès au premier emploi

Candidature spontanée	5
Réponse à une offre d'emploi	5
Réseau personnel	3
Autre	2
Concours	2
Contacté(e) directement	1
Réseau professionnel	1
Suite de stage de fin d'études	1

Taux de réponse : 95%

Durée d'accès au 1er emploi



Taux de réponse : 100%

- 35% des diplômés occupent un premier emploi stable, ou ayant abouti à un emploi stable (pour les diplômés qui occupent toujours leur premier emploi).

Les emplois occupés au 1er décembre 2020

sans diplôme de niveau supérieur au master

Type de contrat de l'emploi actuel

	Homme	Femme	Total
Profession libérale, indépendant, chef d'entreprise, autoentrepreneur	-	-	0
Fonctionnaire (y compris fonctionnaire stagiaire)	-	3	3
CDI	-	6	6
CDD (y compris saisonnier, contractuel de la fonction publique, ATER)	6	5	11
CDI de chantier, CDI de mission	-	-	0
Vacataire	-	-	0
Intérimaire	-	-	0
Intermittent du spectacle, pigiste	-	-	0
Emplois aidés (Contrat Initiative Emploi, Contrat Unique d'Insertion...)	-	-	0
Volontariat international	-	1	1
Autre	-	-	0
Total	6	15	21

Taux de réponse : 100%

Moyen d'accès à l'emploi actuel

Candidature spontanée	5
Réponse à une offre d'emploi	5
Concours	3
Réseau personnel	2
Réseau professionnel	2
Suite de stage de fin d'études	1
Par le biais de l'Université	1
Contacté(e) directement	1

Taux de réponse : 95%

- 52% des diplômés sont toujours sur leur premier emploi depuis l'obtention de leur diplôme.
- Tous les diplômés travaillent à temps complet.
- La durée des contrats temporaires varie de 4 à 36 mois, et la durée médiane est de 36 mois.
- 43% des diplômés occupent actuellement un emploi stable.

Statut d'emploi

	Homme	Femme	Total
Agriculteur	-	-	0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-	-	0
Profession libérale	-	-	0
Personnel de catégorie A de la fonction publique	1	1	2
Ingénieur, cadre, professions intellectuelles supérieures	4	7	11
Personnel de catégorie B de la fonction publique	-	2	2
Emploi de niveau intermédiaire : technicien(ne), agent de maîtrise, maîtrise administrative et commerciale, VRP	1	4	5
Personnel de catégorie C de la fonction publique	-	-	0
Employé administratif d'entreprise, de commerce, personnel de service (secrétaire, aide à domicile, hôte(sse) de caisse, vendeur(euse), serveur(euse)...)	-	1	1
Ouvrier	-	-	0
Total	6	15	21

Taux de réponse : 100%

Catégorie d'entreprises

	Nb	% cit.
Grande entreprise privée (sup. à 5000 salariés, tous sites confondus)	-	0%
Entreprise privée de taille intermédiaire (de 250 à 5000 salariés, tous sites confondus)	-	0%
Entreprise privée de taille moyenne (de 50 à 250 salariés tous sites confondus)	-	0%
Petite entreprise privée (de 10 à 50 salariés, tous sites confondus)	1	5%
Microentreprise privée (moins de 10 salariés, tous sites confondus)	2	10%
Entreprise privée (taille non précisée)	1	5%
Une personne exerçant une profession libérale ou un indépendant	-	0%
Association, organisme professionnel	3	14%
Vous-même	-	0%
Secteur public (fonction et entreprise publiques, sécurité sociale, office publique d'HLM,...)	14	67%
Organisation internationale ou institution de l'Union Européenne	-	0%
Société d'économie mixte	-	0%
Autre	-	0%
Total	21	100%

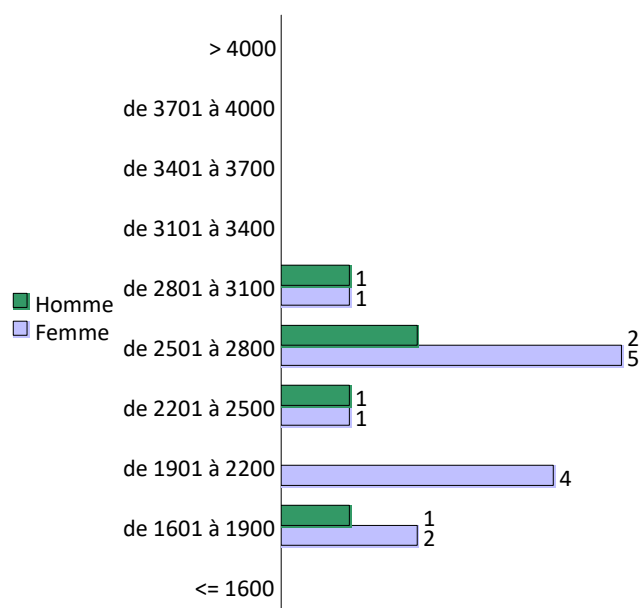
Taux de réponse : 100%

Les emplois par secteur d'activité

Administration publique (hors enseignement)	12
Santé humaine et action sociale	3
Information et communication (y compris informatique)	2
Activités de services administratifs et de soutien	2
Enseignement	1
Commerce, transports, hébergement et restauration	1

Taux de réponse : 100%

Salaires en euros des diplômés (hors primes)



Taux de réponse : 95%

	Femme	Homme	Total
Moyenne	2 367 €	2 381 €	2 371 €
Min	1 795 €	1 647 €	1 647 €
Max	2 908 €	2 859 €	2 908 €
Médiane	2 466 €	2 531 €	2 499 €

Calcul du salaire brut 30 mois

► Le salaire brut mensuel des diplômés (hors primes) varie de **1647 €** à **2908 €**. Le salaire brut médian est de **2499 €***.

* Le SMIC brut mensuel au 1er décembre 2020 est de 1539 €.

Les salaires sont calculés sur la base d'un temps plein.

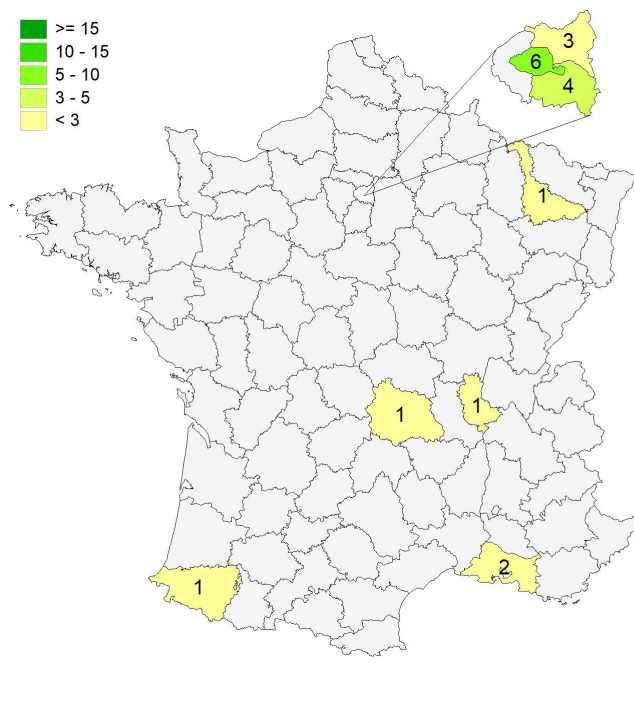
Les salaires des diplômés travaillant à l'étranger ne sont pas pris en compte dans le calcul.

Primes

- 14 diplômés ont déclaré toucher des primes supplémentaires.
- 12 d'entre eux ont précisé le montant brut annuel des primes qu'ils touchent. Celui-ci varie de **100 €** à **2596 €**, et le montant médian est de **1428 €**.

Lieu d'emploi

Effectif



Répartition géographique des emplois

Auvergne-Rhône-Alpes	2	10%
Ile-de-France	13	62%
Autres départements français de métropole	4	19%
France d'Outre-Mer	0	0%
Étranger	2	10%
Canada	1	
Royaume Uni	1	

Taux de réponse : 100%

Liste des emplois occupés (avec le master)

Emploi occupé	Missions	Effectif
Chargé de valorisation de la recherche	- Veille et recensement des appels à projets et appels d'offre ; - Préparation, rédaction et suivi des dossiers de candidature et coordination de la mise en place des projets ; - Rédaction des courriers aux partenaires actuels et potentiels, des compte-rendus de réunions et conception de tableaux de bord ; - Participation au suivi financier de projets ; - Mise à jour des pages web dédiées à la recherche ; - Participation à la diffusion des travaux des enseignants chercheurs par leur publication sur les sites des laboratoires et des chaires ; - Soutien dans les démarches de dépôts de brevets.	1 F
Chargé d'opération aux services asile et retour	- Entretien de vulnérabilité en Guichet Unique des demandeurs d'asile ; - Suivi des dossiers des demandeurs d'asile durant la totalité de la procédure ; - Rédaction de décisions administratives à l'encontre des demandeurs d'asile ; - Rédaction de mémoires pour le Tribunal Administratif et la Préfecture ; - Réception et suivi des demandes de rétablissement des conditions matérielles d'accueil suivant la caractérisation de la vulnérabilité ; - Orientation des demandeurs ; - Réalisation d'entretiens et de dossiers, organisation des voyages dans le cadre de l'Aide au Retour Volontaire ; - Renseignements et organisation de la réinsertion ; - Gestion du centre d'hébergement pour les bénéficiaires de l'ARV ; - Accompagnement des bénéficiaires au départ à l'aéroport.	1 F
Conseiller juridique en droit des conflits armés	-	1 H
Consultant en recrutement	- Chasseur de têtes ; - Recrutement de profils financiers ; - Développement commercial.	1 F
Journaliste	- Couverture de l'actualité locale sur tous les plans (social, économie, culture...) ; - Rédaction d'articles et réalisation de reportages ; - Participation à la mise en page du journal.	1 H
Juriste en centre de rétention administrative	- Accès au droit des étrangers via le tribunal des libertés ; - Accompagnement des demandeurs d'asile.	1 F
	- Diagnostic des personnes placées en rétention ; - Aide dans l'exercice effectif de leurs droits.	1 F

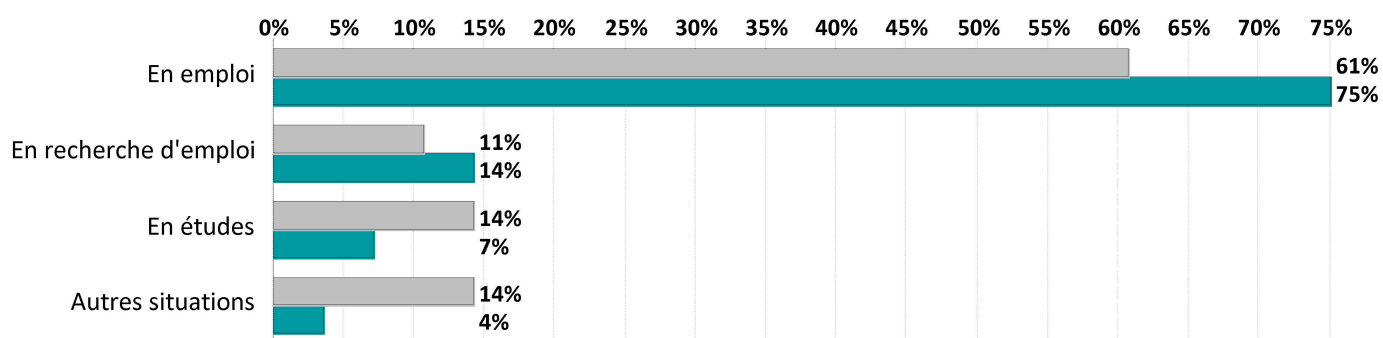
Suite page suivante

Emploi occupé	Missions	Effectif
Marin	- Réalisation des manoeuvres en lien avec le capitaine ; - Assurance de la sécurité des passagers ; - Réalisation des rondes en machine ; - Entretien des navires.	1 F
Médiateur numérique	- Formation numérique pour les personnes qui en sont éloignées ; - Gestion de projet autour de l'inclusion numérique.	1 H
Médiateur et conseiller soutien en psychologie du travail	- Réalisation des mandats de médiation en milieu professionnel ; - Rédaction des rapports d'évaluation ; - Participation à des interventions en diagnostic climat, gestion de conflits, modification de structure, synergie d'équipe ; - Développement de la pratique de médiation à l'interne.	1 F
Officier de protection	- Encadrement des demandeurs d'asile.	1 H
	- Gestion des RH ; - Rédaction de rapports.	1 F
Officier de protection instructeur	- Entretien et instruction de demandes d'asile.	3 F
	- Rédaction des comptes-rendus d'entretiens de demandes d'asile ; - Direction des entretiens de demandes d'asile ; - Veille géopolitique sur les pays des demandeurs d'asile ; - Qualification juridique des demandes ; - Analyse en fait et en droit ; - Rédaction de propositions de décisions administratives.	1 F
Rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile	- Instruction des recours devant la juridiction ; - Instruction des dossiers de demandeurs d'asile ; - Rédaction de rapports en droit et géopolitique ; - Présentation de rapports lors de l'audience et rédaction des projets de décisions.	2 H
Secrétaire de chancellerie	- Coordination d'un service au sein du ministère des affaires étrangères ; - Programmation budgétaire, création d'indicateurs, missions ponctuelles de suivi à l'étranger.	1 F
Travailleur social	- Missions d'éducateur pour les mineurs non accompagnés (MNA).	1 F
Volontaire internationale et attaché nucléaire	- Gestion de la liaison entre le ministère des affaires étrangères et Vienne ; - Mise en contact avec l'agence internationale pour l'énergie atomique.	1 F
TOTAL		21

Evolution des situations des diplômés à 18 et 30 mois de l'obtention de leur diplôme

Situations aux 1ers décembre 2019 et 2020

	En emploi		En recherche d'emploi		En études		Autres situations		Total	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Situation à 18 mois	17	61%	3	11%	4	14%	4	14%	28	100%
Situation à 30 mois	21	75%	4	14%	2	7%	1	4%	28	100%



- **87%** des diplômés ont déclaré travailler pour le même employeur à 18 et 30 mois. *
- **67%** des diplômés ont vu leur salaire augmenter entre le 1er décembre 2019 et le 1er décembre 2020, contre **33%** pour qui le salaire est resté inchangé. **

*sur l'échantillon de la population en emploi à 18 et 30 mois

** sur l'échantillon de la population en emploi et ayant précisé leur salaire à 18 et 30 mois

Références de la population

Régime d'inscription	Nationalité	Inscrits	Diplômés	Enquêtés
FI ⁽¹⁾	Français	34	34	33
	Étranger	6	6	0
CA ⁽²⁾	Français	0	0	0
	Étranger	0	0	0
CP ⁽³⁾	Français	0	0	0
	Étranger	0	0	0
Cés ⁽⁴⁾	Français	1	0	0
	Étranger	0	0	0
RE ⁽⁵⁾	Français	0	0	0
	Étranger	0	0	0
FC ⁽⁶⁾	Français	0	0	0
	Étranger	0	0	0
TOTAL		41	40	33

(1) Formation initiale classique
(4) Année de césure

(2) Contrat d'apprentissage
(5) Reprise d'études

(3) Contrat de professionnalisation
(6) Formation continue classique

Enquête nationale sur le devenir des diplômés de Master et de Licence Professionnelle à 30 mois

Toutes les universités de France réalisent cette enquête avec un questionnaire commun, à la même date d'observation et sur le même périmètre : **diplômés de nationalité française nés en 1988 ou après.**

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête est obligatoire et reconnue **d'intérêt général et de qualité statistique**, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.